



la guérilla écologique

Mais qui sont donc ces écologistes ? Ceux que le personnel politique a découvert avec « angoisse » au soir des élections municipales de 1977 ont une longue histoire. Qui remonte au XIX^e siècle. Ils étaient alors des « protecteurs de la nature ». Mais aujourd'hui que leur notoriété est acquise ? Certains n'ont-ils pas abandonné les luttes sur le terrain au profit de la compétition électorale ? Claude-Marie Vadrot* tente de répondre aux questions que l'on se pose sur la marée verte.



LES hommes politiques, qui observent et écoutent avec un agacement croissant ces écologistes surgis dans leur univers à l'occasion des municipales, ont souvent l'impression, voire la certitude, qu'il s'agit d'une génération spontanée... dont les premiers pas ont été encouragés par leurs adversaires politiques. Les écologistes, comme tous les gêneurs, apparaissent comme les sous-marins des autres aux yeux de ceux qui confondent leur ignorance avec la réalité socio-politique. Ainsi, lorsque Michel Poniatowski, encore ministre de l'Intérieur, a encouru les (vifs) reproches de ses collègues du gouvernement pour n'avoir pas prévu la petite marée verte du printemps 1977, son premier et seul réflexe a été de déclencher une vaste enquête sur les ressources financières des groupes écologistes. Avant d'affirmer officiellement lors d'un discours prononcé à Toulouse qu'ils étaient, en partie au moins, soudoyés par les compagnies pétrolières et les pays producteurs de pétrole. A droite, on n'imagine pas qu'un mouvement puisse se développer sous la seule action d'un besoin et de quelques idées. A gauche, on se méfie de la concurrence et on la nomme division.

Les services de police entreprirent d'éplucher l'existence et les voyages à l'étranger de Brice Lalonde et de quelques autres écologistes moins connus. Ne trouvant rien, ils durent se contenter d'insinuer, par journalistes de droite interposés, que quelques-uns de ces écologistes étaient manipulés, voire financés par une CIA soucieuse de mettre la France en difficulté, et notamment de retarder son équipement en centrales nucléaires. Les journaux

Minute et Valeurs actuelles furent les seuls à se faire l'écho de ces « découvertes ». A gauche, plus discrètement, on évoquera l'existence, dans les mouvements écologiques, de quelques reconvertis du centrisme ou de la droite. Des reproches qui, pour la plupart des associations occupant alors le devant de la scène, étaient soit prématurés, soit relevant d'une simplification dispensant d'analyser la mouvance écologique.

Ces réactions prouvent, s'il en est besoin, que la plupart des partis et des hommes politiques ont découvert les écologistes, et surtout la qualité et l'impact de leurs préoccupations au début de 1977. A les écouter, à lire depuis les journaux, on a l'impression qu'effectivement les écologistes sont nés à l'occasion des municipales. Pour la simple et bonne raison qu'on les écoute un peu plus. Ce qui revient à confondre, attitude classique en ce monde politique, un acte de reconnaissance avec un acte de naissance.

Les écologistes n'ont pas attendu la bénédiction du personnel politique pour exister. Une existence qui ne date d'ailleurs ni de l'élection législative partielle du V^e arrondissement de Paris en novembre 1976, ni même de la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle. Une candidature qui fit l'objet d'une première reconnaissance, mi-amusée, mi-inquiète, de la part d'hommes politiques qui ont cru un peu vite que cette préoccupation passerait de mode.

Les écologistes de toutes natures et de toutes tendances qui vont à nouveau se mêler au jeu politique en participant aux élections législatives de 1978 et qui interféreront probablement dans la formation du premier

Parlement européen élu au suffrage universel, sont les héritiers d'une très longue histoire. L'écologie n'est ni un état d'âme nouveau ni une préoccupation dont une partie de la jeunesse serait propriétaire sous le prétexte qu'elle l'aurait inventée il y a quelques années.

Qu'ils le veuillent ou non, les écologistes militants restent prisonniers des contradictions et des origines de leurs mouvements, même lorsqu'ils les renient intégralement dans leurs écrits et dans leur comportements : ce qui n'est pas toujours le cas. Il y a longtemps que des femmes et des hommes ont commencé à protester, parfois à agir contre l'impérialisme destructeur de la société

«le renfort des anciens de mai 68 : les mêmes refus, les mêmes espoirs »



partir de 1974, la politisation de l'écologie et des questions de protection de la nature a été implicitement ou explicitement reconnue par tous les partis politiques, y compris lorsque ceux de droite accusaient l'opposition de faire une cause commune démagogique avec les écologistes ; et même lorsque la gauche, le PCF souvent, le PS parfois, accusait des écologistes d'entretenir une revendication à caractère élitiste. C'est l'un des signes de la fonction dérangeante des écologistes : ces francs-tireurs de la politique ne se décident pas à passer de mode et leurs actions de plus en plus soutenues, de plus en plus répétées agacent les forces traditionnelles. Lesquelles ont tendance, parfois pour les unes et souvent pour les autres, à se débarrasser des questions posées en concluant que tous ces gens sont des gauchistes. Surtout lorsqu'ils ont expérimenté de nouveaux moyens d'action.

C'est parfois vrai dans la mesure où, ces deux dernières années, un nouveau contingent des anciens de mai 1968 a rejoint les associations, les comités de défense ou les grandes associations nationales : des militants qui avaient disparu, « raccroché », pendant des années, ont retrouvé, dans le combat écologique, tous les espoirs, toutes les formes de refus et de proposition qu'ils avaient vécues quelques années auparavant. Et ils y ont souvent apporté leur expérience syndicale de la CFDT. C'est pour cette raison, notamment, que le PSU a fourni un contingent très important de ces militants de l'écologie alors que la Ligue communiste et ceux qui sont restés des maoïstes de relativement stricte obédience se sont longtemps refusés à s'intéresser à « ces questions qui ne concernent pas directement la classe ouvrière. » Leurs conversions datent de 1975 et 1976.

Cette dernière période de l'écologie à la française qui nous amène aux élections législatives de 1978 et aux forces écologiques en présence, aura été marquée par une nette prédominance de la question nucléaire. Ce qui simplifie moins que jamais le débat de fond.

Déchirés politiquement, ne parlant pas le même langage, ne portant pas le même regard sur la société, les protecteurs de la nature et les écologistes, les nouveaux mandarins de l'environnement « promus » par la Charte pour la nature et les marcheurs de Malville, refont une unité factice à propos de l'opposition au programme nucléaire français.

En 1975, 1976 et 1977, cette opposition unanime au pouvoir amoureux de ses kilowatts nucléaires a contribué à entretenir les ambiguïtés, à prolonger des convergences artificielles : les uns et les autres ont conforté leur programme commun tacite, programme commun qui vole en

industrielle.

En fait, les écologistes sont les successeurs des protecteurs de la nature, lesquels ne sont pas tous devenus écologistes. Sauf lorsqu'ils reprochent à ces derniers de s'affubler d'un mot qui devrait, selon certains doctes spécialistes, être réservé à des scientifiques qualifiés. Derrière la querelle des mots, il y a justement la querelle idéologique venue du passé... Celle qui marque souvent le passage du discours à l'acte. [...]

éclats dès que se posent d'autres questions. Et cela sans qu'il y ait la moindre tentative de réactualisation...

Non au nucléaire ! Certes, mais pourquoi et comment ? Chez les protecteurs de la nature, la tête dans le sable, on dit non et non, sans la moindre perspective politique, sociale et économique. C'est non parce qu'il faut protéger la nature, c'est non parce que, après tout, il est peut-être possible de remettre en cause la société industrielle, peut-être envisageable de retrouver la tranquillité d'esprit sans se mêler de cette chose horrible qu'est la politique. Sous le protecteur de la nature se profile parfois le néopoujadiste : « ils » sont tous des salauds, des menteurs, des destructeurs, mais il n'existe pas de société qui permette de renverser les tendances qui nous agressent et agressent notre environnement. Ces protecteurs se révoltent contre le progrès et cette révolte ne paraît pas comporter d'espoir. Ils protestent, mais aussi, ils sont résignés. [...]

profil des écolos

Combien sont-ils en France les groupes ou comités qui se réclament du combat écologique ? 400 environ, dont C.-M. Vadrot dresse la liste par départements. L'enquête réalisée auprès de 296 groupes (241 ont répondu au questionnaire envoyé) par l'auteur permet d'avoir une assez bonne image de la « mouvance écologique », de sa vie, de ses préoccupations, de ses interrogations.

● **Ainsi l'idée autogestionnaire va-t-elle son chemin.** 70 % s'en sentent proche, 15 % disent non, les autres formulent des réponses dont on ne peut tirer des conclusions. Bien des lettres qui accompagnent certains questionnaires montrent que l'aspiration autogestionnaire est ressentie souvent confusément ; certaines font songer par leur ton à certains utopistes ou libertaires du siècle dernier.

● **Autre question : celle des liaisons avec les syndicats ouvriers.** 50 % estiment que cette liaison est nécessaire, 40 % disent non, les autres refusent de se prononcer. Les groupes qui répondent affirmativement expliquent avoir un contact avec la CFDT, ou précisent dans d'autres cas que de nombreux militants de l'association sont également syndiqués.

● **Doit-on créer un parti écologique ?** 65 % des associations interrogées répondent non, 30 % y sont favorables, le reste ne se prononce pas. A noter que les commentaires, nombreux, qui accompagnent les réponses négatives sont plutôt véhéments et traduisent une hostilité manifeste à l'idée même d'un « parti vert ». ■

« l'écologie est une perpétuelle insurrection. Elle démasque les menteurs, elle arrache les déguisements et fait exploser les prudences »



RESEAU surgissant et bondissant comme un diable, réseau se propageant comme une traînée de poudre qui enflamme et bouscule, la guérilla écologique ne peut s'appuyer, se nourrir, se renforcer que dans la population. A la fois avant-garde mobilisatrice et mouvement de masse local qui mine le pouvoir, les pouvoirs, les habitudes, les acceptations, les résignations.

C'est la guerre pour la vie.

Quand on la croit mourante dans un coin, languissante dans un autre, elle surgit soudain ailleurs sur les arrières les plus surveillés, les plus sûrs. Elle n'épargne rien, ni personne. Elle est l'insurrection permanente qui allume l'incendie dans le dos des pollueurs, qui les contraignent à la défensive. Avant de les cerner, de les forcer à se battre à découvert, à avouer d'où ils tiennent leurs pouvoirs et leurs outrecuidances. Elle les force à se dévoiler, à se tourner vers leurs alliés naturels. Elle les rejette dans le camp dont ils essaient subrepticement de s'évader en repeignant leurs usines en vert, en dissimulant leurs projets derrière des rideaux d'arbres.

Elle démasque les menteurs, elle arrache les déguisements. Elle fait exploser les prudences.

Insurrection : le mot est essentiel. L'écologie doit être en perpétuelle insurrection : un soulèvement qui ne fait pas la Révolution par un beau soir mais qui met en place patiemment les éléments d'une transformation radicale de la société.

Utopie ? Ce sont ceux qui croient que l'on pourra continuer longtemps à vivre dans le système économique et productiviste actuel qui apparaissent désormais comme de dangereux utopistes. Utopie, c'est le mot que l'on jette comme un défi, comme une dernière pierre, à ceux qui inquiètent par leurs actions ; parce qu'ils renvoient l'image d'un monde qui exige trop de changements, trop de ces révisions que l'on qualifie de déchirantes avant d'avoir découvert qu'elles sont en fait cicatrisantes de notre mal de vivre ou de survivre.

Partout les combattants de l'écologie peuvent surgir pour inventer et intensifier la révolte quotidienne. Une révolte profondément politique, une révolte appuyée non pas sur des états-majors, mais sur les citoyens agressés, sur les syndicalistes. Pour que fleurissent les alliances contre toutes les formes de l'agression productiviste et destructrice. [...]

Demain il sera trop tard

Dans leur maquis, sentant enfin les forces qui les entourent et les aident à se renforcer, les écologistes sentent l'impatience les gagner ; dans la mesure où les questions qu'ils posent avec clarté depuis une douzaine d'années au moins deviennent cruciales. Le temps se raccourcit qui sépare de certaines ruptures, de certaines décisions irréparables. Et le nucléaire est de celles-là. Demain, c'est certain, il sera trop tard pour rattraper certains choix, pour éviter quelques calamités, qu'elle menace en France ou dans le reste du monde.

Depuis cinquante ans, a révélé le « Programme des Nations unies pour l'environnement » au cours du mois d'oc-

tobre 1977, une surface de terre cultivable équivalant à la superficie de la Chine s'est transformée en désert. Chaque année, en France, 100 000 hectares de terres cultivables disparaissent sous le béton et les nouvelles autoroutes. Chaque année plusieurs rivières sont définitivement classées comme « égouts » et abandonnées officiellement à leur triste sort.

Chaque semaine qui passe nous rapproche du jour où le choix nucléaire de l'EDF et l'augmentation de la consommation énergétique qu'il suppose nous mettront dans une situation sans issue. Que survienne prochainement, un accident, une panne grave dans un de ces réacteurs que l'on dit si sûrs, et les foules en colère viendront assiéger les centrales en fonctionnement, exigeant leur arrêt immédiat. Ce qui aura pour effet, sauf à faire donner la police et organiser une répression sévère, de provoquer cette pénurie d'énergie dont EDF et ceux qu'elle a convaincus, agitent la menace pour nous faire admettre tous les dangers.

Chaque mois qui passe permet au pouvoir en place de perfectionner son système informatique de contrôle et de surveillance des individus. Chaque année qui passe rend notre économie un peu plus dépendante des industries d'armements qui ruinent le tiers monde.

On pourrait multiplier à l'infini les éléments de ce livre noir des destructions et des erreurs. Celles qui justifient l'impatience grandissante des écologistes. Celles qui nous font de plus en plus violence.

D'autant plus impatients et rageurs qu'ils savent que beaucoup de nos dirigeants sont conscients qu'il est urgent de ne plus attendre pour prendre des mesures conservatoires, pour réagir. Parfois même pour sauver les meubles : car, malheureusement, en commençant à vivre autrement demain on n'inversera pas tout de suite le cours des destructions et des empoisonnements, on ne trouvera pas immédiatement et par miracle un nouvel équilibre.



L'éco-sabotage

C'est en raison de cette urgence que la guérilla écologique pose la question des armes de l'action à mener et se sent de plus en plus tentée par une certaine violence. Des milliers de gens, qui ne se savent pas forcément écologistes, ont déjà entrepris le sabotage quotidien de notre société. En refusant les fichiers, en fournissant des données fantaisistes, en embouteillant les circuits administratifs, en refusant de vivre sur un mode normalisé.

Mais des écologistes, de plus en plus nombreux, pensent que cela n'est pas encore suffisant. Et nous revenons à cette question obsédante de l'éco-sabotage.

Faut-il intervenir de façon plus brutale, plus « efficace » contre les pollueurs, les destructeurs et les irresponsables aménageurs de tout poil ? Difficile de répondre froidement, bien au chaud dans un livre et dans un discours. Faut-il avoir recours à des actions exemplaires... et utiles ? Il n'est pas facile de se débarrasser de la question.

D'autant plus qu'il est plus qu'évident que certains écologistes ont déjà répondu : EDF en a souvent subi les conséquences mais, curieusement, elle ose à peine l'avouer.

Mais que cela soit bien clair : à ma connaissance aucun écologiste n'a jamais pensé s'en prendre aux individus, à attenter à leur vie pour résoudre une agression, si violente soit-elle. D'abord pour une raison bien simple, disons-le cyniquement : l'existence d'un tel à la tête d'une entreprise ou d'un service ne détermine pas le caractère nocif et anti-écologique de cette usine ou de cette administration. Ce n'est pas en fusillant dix directeurs généraux d'EDF que l'on empêchera cette institution de manifester son impérialisme. Deuxième raison : les écologistes ont trop le respect de la vie pour s'en prendre à un individu, quel que soit sa part de responsabilité individuelle. Troisième raison : les écologistes sérieux n'ont pas la naïveté croire que la situation actuelle ne persiste que sous l'influence de « mauvais individus ». C'est un système qu'il faut casser, pas une série de responsables. Leur coalition s'effritera d'elle-même quand le système dont ils assurent le fonctionnement commencera à donner de la bande. Les preuves existent que l'on peut toujours trouver son chemin de Damas, y compris dans les couloirs capitonnés des bureaux directoriaux d'EDF.

Alors, on en revient au problème des actions exem-

plaires, de ces actions qui seraient susceptibles de provoquer une série de chocs dans l'opinion publique, en lui permettant de mesurer quelques-uns des dangers qu'on lui fait courir. En lui permettant aussi de faire connaissance avec ceux qui se moquent le plus d'elle.

Il est dramatique d'en arriver à songer au spectaculaire car, de toute évidence, c'est ce qu'il y a de moins authentique dans une perspective écologique : ce qui est trop simplificateur est dangereux. Mais il y a urgence répond

l'écho des écologistes impatients parce que inquiets.

La nuit du 19 au 20 novembre, au moment où se tenait la réunion électorale d'Ecologie-78 est au moins un avertissement sérieux : il en est qui, un peu partout, perdent patience, qui se lassent de crier dans le désert. Il en est donc on a tort de sous-estimer le désespoir et la puissance de contagion. A payer la guérilla écologique de mots, on ne peut que l'inciter à durcir sa position et ses méthodes : après tout, même ceux qui ne font rien pour l'aider ne lui disent pas qu'elle a tort et que ses revendications ne sont pas fondées. Simplement, on répond par des

promesses toujours renouvelées parce que jamais tenues.

C-M. VADROT

Copyright éditions Syros, 1978

(*) Dans un ouvrage à paraître le 9 janvier aux éd. Syros (9, rue Borromée, 75015 Paris). Histoire d'une subversion : l'écologie, 270 p., 27 F.

